

SYNTHESE ATELIER NATIONAL

Atelier animé par Marie Josée Moquet, Inpes et Marie-Pierre Martinet, Planning Familial

Impressions générales et principales questions (diapo 2)

Le rapporteur de l'atelier fait part de l'impression générale du groupe. La démarche participative a été évoquée, notamment la partie fédératrice du travail. La qualité du travail effectué est unanimement reconnue, ce document constituant une bonne base de travail pour la suite du projet.

Les principales questions qui se posent sont liées à la notion d'appropriation du guide par tous et notamment par les petites associations, un point clé repris par de nombreux participants à cette journée. De même, les liens avec l'évaluation et le financement sont des préoccupations qui ont déjà été soulevées.

Intentions, craintes, leviers, freins et acteurs (diapo 3)

S'agissant des intentions, il convient d'intégrer cette démarche dans les réseaux et de l'inscrire dans les formations. Il faut également faire en sorte que ce guide soit inscrit dans les plans publics. Ce guide doit être un outil de valorisation. Il s'agit de quelques points de repères pour appuyer cette démarche, avec une dimension collective.

En revanche, une crainte importante a été mise en exergue : il ne faut pas que ce guide devienne une affaire de spécialistes. Le manque de temps et la question des priorités ont été largement évoqués. En outre, le risque de reprise du guide dans un cadre de normalisation et de contrôle a été mentionné, de même que les conséquences de la non- utilisation de ce guide. Enfin, les participants à l'atelier ont mis en lumière la difficulté à susciter l'intérêt. Ainsi, des dimensions culturelles jouent un rôle dans l'intégration de la démarche qualité dans le fonctionnement général des associations.

Plusieurs leviers ont été identifiés. Le rapporteur rappelle qu'il existe déjà des outils et des réseaux, qui peuvent servir de points d'appui. La formation a également été évoquée. En outre, l'aspect communication semble important, car c'est sur ce point que se jouera la compréhension d'un certain nombre de démarches et la possibilité d'insertion dans le fonctionnement des associations. Le lien avec les ARS est également apparu comme une ressource. Il faut veiller à l'articulation avec les ARS, afin que la démarche puisse s'inscrire dans ce cadre, tout en laissant de l'autonomie. Cette condition suppose une reconnaissance par les financeurs et les bénéficiaires.

Par ailleurs, les freins sont avant tout financiers, ainsi que cela a été évoqué. De plus, le temps et la résistance au changement pourraient également freiner la démarche. En outre, la confusion avec les normes et l'évaluation a été évoquée. Il conviendra de préciser ce sujet, qui sera essentiel pour la suite de la démarche. Enfin, la perte de sens et des valeurs de la structure peut poser question. En effet, cette démarche peut être perçue comme plus ou moins imposée et il existe une crainte de perte d'initiative de la part des associations.

Pour répondre à la question Avec qui ?, l'atelier identifie : l'Etat, toutes les institutions, toutes les associations.

Actions envisagées (diapo 4)

Enfin, les actions envisagées sont liées à la structuration et à la mise en œuvre des formations en région, avec le soutien de l'Etat. Il faudra organiser la communication relative aux intentions et aux limites de cette démarche, afin de lever les craintes évoquées précédemment. En outre, cet outil ainsi que l'enseignement de la démarche qualité devront être intégrés dans les organismes de formation. Une autre action envisagée est le travail des acteurs avec les ARS pour la prise en compte d'un axe qualité, dans le respect de l'autonomie. Il faut enfin militer pour la reconnaissance de la démarche qualité.